



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC SEMAINE DU 4 AU 11 OCTOBRE 2017

Activités des composantes de la MONUSCO :

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, David Gressly, accompagné du Commandant Adjoint de la Force et du Commandant de la 3^e zone de défense des FARDC, s'est rendu à Beni le mardi 10 octobre 2017 pour faire le point sur la situation sécuritaire dans ce territoire.

Au cours de cette visite, les trois personnalités ont reçu des briefings sécuritaires de la Force de la MONUSCO et des Forces Armées de la République démocratique du Congo.

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies et le Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO ont tenu à remercier les équipes médicales qui ont apporté les premiers soins aux casques bleus blessés lors de l'attaque de la position de la MONUSCO à Mamundioma le 9 octobre dernier.

Une conférence de presse spéciale axée sur la situation sécuritaire à Uvira et Fizi et les efforts de la MONUSCO pour sécuriser ces territoires a eu lieu le mardi 10 octobre 2017, à Bukavu dans la province du Sud-Kivu. Cette conférence de presse était animée par le porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO, le commandant Adil Esserhir, aux côtés de Karna Soro, le chef de bureau de la MONUSCO Sud-Kivu.

C'était l'occasion pour les professionnels des médias de trouver auprès de la MONUSCO, des réponses aux questions que se posent également des centaines de milliers d'habitants de cette province, depuis les dernières attaques du groupe armé Mayi Mayi Yakutumba.

Plusieurs préoccupations ont été exprimées par les journalistes notamment : la question de l'anticipation des menaces et des attaques, de la promptitude de la réaction de la Force de la MONUSCO, de la localisation des bases des groupes armés. Des questions ayant trait au processus DDRRR et aux violations des droits de l'homme ont également été évoquées.

Les conférenciers ont pour leur part, appelé les professionnels des médias à s'impliquer dans la sensibilisation afin d'obtenir plus de redditions des éléments des groupes armés et à convaincre les jeunes à ne pas rejoindre ces groupes.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org- tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Il faut noter que dès le début des événements en septembre, la Force de la MONUSCO a déployé un cordon de sécurité, en liaison avec les Forces de Défense et de sécurité congolaises, dans la plaine de la Ruzizi et aux alentours de la localité d'Uvira.

Protection de l'enfant :

Le rapport annuel du Secrétaire général des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés a été rendu public jeudi 5 octobre 2017 et expose les souffrances encourues par les enfants dans des situations de conflits armés.

Dans son rapport adressé au Conseil de sécurité de l'ONU, le Secrétaire général, Antonio Guterres, a retiré le nom des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) de la liste noire des parties qui violent les droits des enfants en période de conflit armé, et plus précisément pour ce qui a trait au recrutement d'enfants.

La MONUSCO se dit satisfaite de ce que le Gouvernement congolais, à travers les FARDC, ait fait montre de bonne foi et d'engagement soutenu pour la cessation effective du recrutement et de l'utilisation d'enfants dans ses rangs. Aussi, elle félicite vivement les Forces armées congolaises pour s'être acquittées de leurs obligations vis-à-vis du Plan d'action pour la lutte contre le recrutement et l'utilisation d'enfant ainsi que les autres violations graves des droits de l'enfant par les forces armées et les services de sécurité de la République démocratique du Congo.

La semaine écoulée a été marquée par des violations graves des droits de l'enfant dans les provinces des Kasaï et dans l'est du pays. Selon les rapports de la section Protection de l'enfant de la MONUSCO, 23 violations ont été documentées et plus de 200 allégations de recrutement d'enfants sont en cours de documentation dans le Nord-Kivu et les Kasaïs.

Les auteurs de ces violations sont des éléments des groupes armés Mayi Mayi Mazembe, Mayi Mayi Yakatumba, NDC-Renové, des groupes armés non identifié et des agents des forces de défenses congolaises. Ces violations concernent le viol, le meurtre, la mutilation, le recrutement et l'utilisation d'enfants, les attaques d'écoles et d'hôpitaux.

La MONUSCO déplore les attaques et les violences qui ont eu cours durant la semaine considérée à Beni. La MONUSCO est extrêmement préoccupée par la sécurité des enfants victimes, y compris des enfants victimes de massacres et ceux qui ont été recrutés par les ADF pour commettre des atrocités contre les populations civiles.

La MONUSCO rappelle aux ADF leurs obligations en vertu du droit international et les exhorte à libérer les enfants et mettre fins aux violences. En outre, la MONUSCO condamne vigoureusement les attaques contre des écoles et hôpitaux, perpétrées par des groupes armés, y compris NDC-Renové, dans le territoire de Beni, au Nord-Kivu.

Elle somme le NDC-Renové ainsi que toutes les autres parties impliquées à faire cesser immédiatement de tels actes qui entravent déplorablement le bien-être et l'épanouissement des enfants. Ce sont des centaines d'enfants qui ont été privés de l'accès à l'éducation et aux services de santé.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Suite au plaidoyer de haut niveau conduit par la MONUSCO et OCHA, les FARDC ont libéré l'hôpital HEAL Africa de Wamaza, province du Maniema, qu'elle occupait depuis plusieurs jours. La MONUSCO rappelle à toutes les parties au conflit que les hôpitaux sont des établissements qui jouissent d'une protection spéciale et auxquels s'appliquent les principes humanitaires de distinction et de proportionnalité en vertu du droit international humanitaire. A ce titre, ils ne doivent en aucune circonstance être utilisés à des fins militaires.

Dans le cadre de la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels que pourrait commettre le personnel de la MONUSCO, les étudiants de l'ISC et les populations du quartier Bujovu, à Goma et celles de Sake ont été sensibilisés, le week end dernier, par la section Conduite et discipline de la MONUSCO-Goma.

Ces populations ont été ciblées compte tenu de la présence de bases de la MONUSCO dans ces endroits.

Le but était d'informer les uns et les autres sur le fait que les employés de la MONUSCO et aussi des agences des Nations Unies ont un code de conduite qu'ils sont tenus de respecter. Lorsqu'il y a des victimes, la MONUSCO et ses partenaires apportent une certaine assistance (médicale, psycho-sociale et juridique) à ces personnes.

Il convient de signaler que cette campagne de sensibilisation avait déjà été organisée dans plusieurs institutions à Goma et dans plusieurs localités du Nord-Kivu telles que Kiwanja, Munigi et Sake.

La MONUSCO-Beni a de son côté, remis mardi un projet à impact rapide (QIP) pour l'éclairage public dans le quartier Ngadi à Beni. Ce quartier est connu pour avoir été l'un des premiers à subir les premiers massacres dans la zone de Beni le 15 octobre 2014.

Il s'agit de 24 pylônes d'une puissance de 60 watts qui par leur éclairage sont censés contribuer, entre autres, au renforcement des mécanismes de sécurité, à la promotion des activités économiques, au rétablissement d'un climat de quiétude et de sérénité au sein du quartier. Le coût total du projet est de 3 950 dollars.

Toujours dans le cadre de ses activités, le Bureau de la MONUSCO à Lubumbashi a déployé mardi 10 octobre à Pweto, localité située à 500 kilomètres au nord de Lubumbashi, une équipe multidisciplinaire chargée d'évaluer la situation sécuritaire dans cette partie du territoire du Haut-Katanga.

L'objectif de cette mission qui va durer 5 jours est entre autres d'enquêter sur les violations des droits de l'homme (atteinte au droit à la vie, de pillages des biens de la population civile, des incendies des maisons etc.) commises par les miliciens de l'ethnie Twa notamment dans les villages de Mukunda, Kilangwa, Kipombo, Kavumbwe, Beza et Katonta dans le territoire de Pweto. Ces violations découlent des affrontements entre les communautés Twa et Luba prend dans le territoire de Pweto (480 km au nord de Lubumbashi, province du Haut-Katanga).

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Il faut aussi souligner que cette mission est arrivée Pweto dans un contexte particulièrement tendu, marqué notamment par les récentes attaques des positions des FARDC dans la ville par les miliciens des forces d'autodéfense populaire Batwa en date du 7 octobre 2017.

Droits de l'homme :

Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme de la MONUSCO-Beni organise le jeudi 12 octobre 2017, un second atelier d'échange sur les violences sexuelles et les violences sexuelles en temps de conflit avec les membres des organisations de la société civile du territoire de Beni au Nord-Kivu.

Ces assises ont pour objectifs principaux de sensibiliser les membres de la société civile sur leurs droits en matière de violences sexuelles et de violences sexuelles en temps de conflit, et de lutte contre l'impunité, ainsi que de les informer sur les services offerts aux personnes survivantes dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre les violences sexuelles de 2009.

Alors qu'une première sensibilisation avait ciblé les acteurs de la région de Mangina et Oicha, la deuxième phase de cette activité rassemblera les acteurs des régions nord, est et sud du territoire de Beni qui demeurent lourdement affectées par les violences sexuelles et basées sur le genre. L'évènement marquera également la journée internationale de la fille célébrée chaque année le 11 octobre.

Les participants seront également encouragés à partager leurs préoccupations et les problèmes de protection rencontrés dans leur communauté afin d'œuvrer conjointement à l'identification des solutions de prévention et de protection.

A Kalemie dans la province du Tanganyika, le BCNUDH et différents partenaires des associations féminines organise une séance de sensibilisation ce 11 octobre en marge de la célébration de la journée internationale de la fille. Plus de 300 élèves de différentes écoles sont attendus. L'objectif poursuivi est de mettre en lumière les besoins des filles afin de répondre aux défis auxquels elles font face.

Par cette occasion, le BCNUDH doit faire un focus sur les activités de la cellule spéciale de répression de violences sexuelles au Tanganyika, l'autonomisation des filles et l'exercice de leurs droits fondamentaux.

Police MONUSCO :

La Police MONUSCO (UNPOL) secteur de Kalemie et les autres sous-secteurs de Moba, Kongolo et Manono organisent du 13 au 14 octobre, un atelier de sensibilisation au profit des cadres de l'administration décentralisée (autorité provinciale, administrateur des territoires), les autorités policières et militaires de la province du Tanganyika pour une appropriation des textes réglementaires sur l'usage de la force en cas de rétablissement de l'ordre public.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i: marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org – tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

L'objectif poursuivi est de favoriser à Kalemie et dans les territoires de la province du Tanganyika, la collaboration saine entre les autorités ayant le pouvoir d'autorisation ou d'interdiction des manifestations et la Police nationale congolaise (PNC), chargé de l'exécution des mesures d'interdiction des manifestations sur la voie publique et aussi la diffusion et l'appropriation des textes régissant le rôle de chacune d'elles en cas de troubles de l'ordre public notamment la réquisition sur l'usage de la force.

Activités de l'Equipe-pays :

Le Fonds de secours d'urgence octroie près de 17 millions de dollars US pour répondre aux besoins humanitaires en République démocratique du Congo

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des Secours Urgences, Mark Lowcock, a approuvé, ce 9 octobre, une enveloppe de 13,9 millions de dollars US du Fonds de secours d'urgence (CERF) pour répondre aux besoins humanitaires de plus d'un million de personnes dans la région du Kasai, le Sud-Kivu, et le Tanganyika. Cette allocation permettra à six agences de l'Organisation des Nations Unies et leurs organisations partenaires d'exécuter des projets en éducation et protection de l'enfance, dans la lutte contre le choléra et l'accès à l'eau potable, la production agricole, et la prévention des violences sexuelles durant les six prochains mois.

Les provinces ciblées sont le théâtre de besoins humanitaires pressants : plus de 1,4 millions de personnes sont actuellement déplacées dans la région du Kasai suite à la sévère crise de protection née des violences de ces derniers mois ; Le Tanganyika est en proie à des tensions intercommunautaires ; le Sud Kivu, endémique au choléra, a besoin d'une assistance d'urgence pour lutter contre cette maladie hydrique.

Cette allocation vient s'ajouter à celle de près de 3 millions approuvée la semaine dernière pour près de 164,000 réfugiés centrafricains vivant dans les provinces du Bas-Uélé et du Nord-Ubangi.

Ces allocations d'urgence sont accordées dans un contexte marqué cette année par un niveau de financement historiquement faible. A ce jour, la communauté humanitaire n'a recueilli que 30% sur les \$812,5 millions sollicités dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire 2017, le niveau de financement le plus bas de ces 10 dernières années.

Ces deux enveloppes ont été allouées au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), le Haut-Commissariat aux Réfugiés (UNHCR), le Programme Alimentaire Mondiale (PAM), L'Organisation Internationale des Migrations (OIM).

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Kinshasa : Validation du monitoring judiciaire des cas de violence sexuelle

Kinshasa abrite depuis ce matin l'atelier national de validation du monitoring judiciaire des cas de violences sexuelles et des crimes contre la paix. Financé par le Canada et l'Union européenne, ce monitoring est un outil qui offre une observation impartiale et détaillée de la réponse judiciaire apportée aux affaires criminelles par les différents acteurs de la chaîne pénale.

Il s'agit d'un outil de suivi judiciaire qui prend en compte l'ensemble de la chaîne pénale, depuis le début de la plainte en justice jusqu'à son règlement final pour l'ensemble des dossiers des violences sexuelles et des crimes internationaux.

La réalisation de ce monitoring s'est concrétisée dans le cadre de l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à la réforme de la justice et de la sécurité en République démocratique du Congo. Une série d'activités visant à appuyer les juridictions de l'est de la RDC sont en effet mises en œuvre avec pour objectif de lutter efficacement contre l'impunité des violences sexuelles et des crimes internationaux, notamment dans les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu et l'Ituri.

Aussi, pour permettre au Conseil Supérieur de la Magistrature ainsi qu'aux acteurs judiciaires d'utiliser au mieux les données collectées dans le cadre du monitoring judiciaire, une base des données a été mise en ligne et peut être consultée à partir du site www.donneesjudiciaires.cd. L'ensemble des données sera accessible aux acteurs judiciaires qui recevront chacun un compte d'utilisateur et un mot de passe. Toutes fois, une partie du site internet sera accessible au public.

Célébration de la journée mondiale du lavage des mains au savon

Le 15 octobre marque chaque année un jalon important pour la santé des enfants, journée qui est soutenue par le Gouvernement, l'UNICEF et autres organisations partout dans le monde.

Il s'agit d'une journée pour sensibiliser les populations sur l'importance du lavage des mains au savon ou à la cendre comme moyen de prévention efficace contre les maladies diarrhéiques et respiratoires. Les enfants sont les premières victimes avec près de 1,7 millions de décès d'enfants de moins de 5 ans chaque année dans le monde. Le lavage des mains avec du savon ou de la cendre est l'une des actions les moins coûteuses et des plus efficaces permettant de sauver la vie d'enfants.

Avec la recrudescence du choléra, ce moment de sensibilisation est important pour la RDC. L'année 2017 est la pire année depuis 2002, avec près de 35 000 personnes ayant contracté cette maladie ; 658 personnes étant décédées. Une augmentation inhabituelle et inquiétante a déjà été remarquée ces dernières semaines juste avant le début de la saison pluvieuse dans les provinces les plus à risque. Le lavage des mains avec du savon ou de la cendre est également un moyen de prévenir la malnutrition qui affecte plus de 40% des enfants congolais de moins de 5 ans.

L'UNICEF et ses partenaires continueront à accompagner le gouvernement congolais dans sa stratégie de lutte pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement de base des populations, en particulier pour les ménages

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

vulnérables et victimes des conflits afin de les préserver de ce fléau qu'est le choléra et d'atteindre les Objectifs de Développement Durable.

Nos mains, notre avenir est le thème retenu cette année.

Faites du lavage des mains au savon ou à la cendre une habitude : avant de préparer la nourriture, de manger, d'allaiter, après avoir été aux toilettes ou nettoyé la couche d'un bébé.

« Nos mains, notre avenir, lavons les avec de l'eau, du savon ou de la cendre pour éviter le choléra ».

Situation militaire

(Par le Lieutenant-Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Les principales informations de la semaine concernant la situation sécuritaire au Nord-Kivu dans le territoire de Beni, où des attaques récentes par des groupes armés ont conduit la force de la MONUSCO à de fréquents déploiements, conformément à son mandat de protection des civils dans les zones caractérisées par un regain de violence.

C'est dans ce contexte que, face à la résurgence des attaques perpétrées depuis quelques semaines par les présumés éléments des Forces démocratiques alliées (ADF) dans le territoire de Beni, la Force a mis en œuvre un dispositif sécuritaire capable de répondre aux attaques et de maintenir une forte pression sur les groupes armés afin d'assurer la protection de la population et d'intervenir en appui aux Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC).

Ainsi, tôt le matin du 9 octobre 2017, un groupe de combattants présumés des Forces démocratiques alliées (ADF) a attaqué l'une des positions de la Force de la MONUSCO dans la localité de Mamundioma (province du Nord-Kivu). La MONUSCO a repoussé cette attaque au cours de laquelle deux casques bleus ont perdu la vie tandis que plusieurs autres ont été blessés. Ces blessés ont été évacués vers Goma pour y recevoir des soins médicaux appropriés.

La MONUSCO a immédiatement déployé sur les lieux une force de réaction rapide et des hélicoptères d'attaque, afin de sécuriser la zone, d'assurer la liberté de circulation de la population civile et de protéger les villages voisins de Kamango et Mbau, dans le but de contrer d'éventuelles nouvelles attaques et de limiter les mouvements et activités des groupes armés. La situation sécuritaire a été très rapidement stabilisée.

Il faut rappeler que cet incident intervient à la suite d'une attaque survenue dimanche 8 Octobre 2017 dans la même région où des éléments présumés des ADF ont tendu une embuscade à un convoi de civils circulant à moto sur la route entre Kamango et Mbau.

Le Commandant Adjoint de la Force de la MONUSCO, le Général de Division Bernard Commins, s'est rendu les 9 et 10 Octobre 2017 à Beni au Nord-Kivu où il s'est longuement entretenu avec les responsables militaires onusiens et les hautes autorités congolaises sur les opérations à mener pour combattre les actions néfastes de ces groupes armés et assurer la protection des civils.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org – tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Enfin, des frappes ont été effectuées sur les positions des ADF avec des hélicoptères d'attaque et d'autres efforts sont en cours pour renforcer les forces de la MONUSCO dans la région de Beni.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Florence Marchal, Porte-parole a.i: marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org – tél : +243 81 709 68 01